



ÉRIC GOLD

SÉNATEUR
DU
PUY-DE-DÔME

MEMBRE DE LA COMMISSION
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONSEILLER DÉPARTEMENTAL

MAIRE HONORAIRE
DE
SAINT-PRIEST-BRAMEFANT

Paris, le 15 juillet 2026

Quand la science recule, la démocratie s'affaiblit

À première vue, les arbitrages budgétaires concernant le Centre national d'études spatiales (CNES) pourraient sembler éloignés des préoccupations quotidiennes des habitants du Puy-de-Dôme. Pourtant, ils nous concernent tous.

Créé en 1961 par le général de Gaulle pour renforcer l'indépendance et le rayonnement de la France dans le domaine spatial, le CNES a été porteur des premiers satellites d'observation de la Terre (SPOT) comme alternative aux satellites américains. Il s'agit donc d'un institut de recherche de très haut niveau mais à finalité politique et opérationnelle.

Entre 2025 et 2028, ce sont 430 millions d'euros qui seront retirés aux programmes portés par notre agence spatiale. Plus de 60 % de cet effort pèsera sur les projets scientifiques, notamment ceux consacrés à l'observation de la Terre, pourtant indispensables pour comprendre le climat, anticiper les événements extrêmes et gérer durablement nos ressources naturelles.

Ces choix interrogent. Ils sont en contradiction avec l'ambition affichée par la France de demeurer une grande nation scientifique et de faire de la lutte contre le changement climatique une priorité. Alors même que les canicules, les sécheresses, les incendies et les inondations se multiplient, nous choisissons de nous priver des outils qui permettent de mieux les comprendre, et donc de les anticiper.

Or, la science est indispensable à la connaissance de notre environnement et donc à la prise de - bonnes - décisions, au niveau national comme au niveau local. Nous avons plus que jamais besoin d'une culture et d'une vulgarisation scientifiques pour éclairer les décisions politiques. Chaque élu, chaque collectivité, chaque entreprise doit pouvoir se fonder sur des connaissances solides pour agir.

Lorsque les données scientifiques s'effacent, elles laissent rapidement la place aux approximations, aux rumeurs, aux certitudes construites sur les réseaux sociaux plutôt qu'à partir de faits vérifiés. Une démocratie ne peut durablement débattre sereinement si chacun choisit sa propre vérité, si les faits cèdent le pas aux convictions et que des intérêts particuliers prennent le

dessus sur la recherche de la connaissance. Sans faits partagés, il n'existe plus de débat éclairé ; seulement l'affrontement des convictions, où la voix du plus fort efface toutes les autres même si elle est scientifiquement infondée.

Les programmes d'observation de la Terre menés par le CNES ne servent pas uniquement les chercheurs. Ils permettent d'améliorer les prévisions météorologiques, d'observer l'évolution des ressources en eau, des forêts, des glaciers, des océans ou encore des terres agricoles. Ils éclairent les politiques publiques à l'échelle du pays comme à l'échelle des territoires.

Le Puy-de-Dôme en apporte chaque jour la démonstration.

La Chaîne des Puys - faille de Limagne, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, est l'objet d'années de recherches géologiques qui font aujourd'hui rayonner notre territoire bien au-delà de nos frontières. Michelin construit son innovation sur des décennies de recherche scientifique. Limagrain investit dans la génétique végétale pour répondre aux défis agricoles de demain. La préservation de la ressource en eau de Volvic, le suivi de la nappe alluviale de l'Allier, ou encore les recherches archéologiques reposent tous sur la même exigence : produire des connaissances fiables avant de prendre des décisions. Notre attractivité économique, environnementale et touristique est indissociable de cette culture scientifique. L'avenir de nos territoires dépend largement des connaissances produites aujourd'hui et qui nécessitent de la stabilité pour continuer à nous servir.

À l'heure où certains remettent en cause les faits établis, où les discours simplistes prospèrent plus vite que les démonstrations rigoureuses, la France devrait investir davantage dans la production de connaissances, non la ralentir. La souveraineté scientifique est aussi une souveraineté démocratique. Renoncer à comprendre notre planète, c'est accepter que d'autres pensent le monde à notre place.

C'est pourquoi je me joins à l'appel des scientifiques pour demander au Gouvernement de reconsidérer ces arbitrages et d'engager une véritable réflexion sur les ambitions françaises en matière de politique spatiale au service des sciences du climat, de la nature et de l'Univers.

Le sommet spatial international que la France accueillera les 9 et 10 septembre prochains constitue une occasion unique d'envoyer un signal clair : celui d'un pays qui fait le choix de la connaissance plutôt que du renoncement, de la raison plutôt que de l'obscurantisme.

Parce que les défis du XXI^e siècle ne se relèveront ni à l'intuition ni à coups de slogans. Ils se relèveront grâce à la science.